

Actions concrètes de l'industrie de la fertilisation en faveur du développement durable

Jeudi 12 juin 2008

Mesdames, Messieurs,

Il y a quelques mois, nous avons programmé cette conférence sur le thème du développement durable, sans savoir qu'un thème majeur nous concernant très directement allait occuper le devant de la scène aujourd'hui.

Les politiques de développement durable, qu'elles soient nationales, européennes ou mondiales étaient ces derniers temps confrontées à la question : quelle terre laisserons-nous demain à nos enfants ? Et voilà que s'invite dans l'actualité (même si elle germe depuis une dizaine d'années) une question encore plus pressante :

Comment nourrir tous les hommes aujourd'hui ?

Nous le savons depuis plusieurs années, la production de céréales au niveau mondial est insuffisante pour répondre à la demande alimentaire, depuis 9 ans, le niveau de production est inférieur à la consommation, les tendances sont vraiment en sens contraire et nous voyons sur ce graphique que l'effet de ciseau est impressionnant. Les aléas climatiques n'expliquent pas à eux seuls ces variations de la production agricole et ce déficit devient chronique. En effet de nombreuses décisions publiques ou privées pèsent sur ce marché des céréales, par exemple les décisions de la Chine et de l'Inde de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, l'augmentation de la demande de produits alimentaires élaborés dont la viande et les fruits et légumes, mais aussi les décisions américaines de produire des biocarburants en masse pour évoluer vers une moindre dépendance énergétique.

A l'exception de l'Amérique du nord dont la production de céréales à paille va baisser et de l'Asie dont la production semble plafonner, sur tous les continents, les agriculteurs souvent aidés par des politiques publiques volontaires et attirés par des prix élevés des matières premières agricoles, vont augmenter leur production, souvent dans des proportions considérables. De plus, certains aléas climatiques des ces dernières années dont la sécheresse dans l'hémisphère sud vont s'atténuer.

L'agriculture est donc amenée à produire plus, en tout cas en quantité suffisante pour nourrir les 6.5 milliards d'hommes de la planète. Mais ceci ne se fera que très progressivement et les stocks de céréales au niveau mondial tombés à leur plus bas niveau depuis 30 ans avec seulement 15 % de la consommation annuelle à la fin de

cette campagne, ne se reconstitueront pas à un niveau acceptable avant plusieurs années. La demande alimentaire et non alimentaire va continuer sa tendance à l'augmentation.

Notre industrie est appelée à la rescousse pour fournir aux agriculteurs des fertilisants qui sont le premier moyen de production végétale. L'industrie des engrais, après avoir été tant décriée, mais je n'y reviendrai pas, retrouve donc le rôle stratégique de premier maillon de la chaîne de production des aliments, dans toutes les situations et sur tous les continents. La demande mondiale en engrais augmentera de façon différenciée sur tous les continents ; en 5 ans la demande de l'Asie va s'accroître de 7 fois la consommation actuelle de la France. Ceci a pour conséquence une très forte demande de fertilisants au niveau mondial, alors même que les marchés européens sont stables ou en baisse depuis 30 ans. L'utilisation des engrais fait d'ailleurs l'objet d'une grande disparité puisque l'Afrique, avec 12 % de la population mondiale à nourrir utilise seulement 2 % des engrais. Enfin la dernière ressource qui vient à manquer est la terre agricole, puisqu'on estime à seulement 7 % l'augmentation possible des surfaces cultivées.

Comme elle l'a déjà fait à plusieurs reprises, notre industrie est capable de s'adapter à cette nouvelle donne, mais les contraintes qui pèsent sur nos entreprises et notre secteur industriel en général vont freiner ce redéploiement. Au niveau économique, le modèle de ces quinze dernières années est devenu totalement obsolète.

Notre industrie devra retrouver le chemin des investissements, ce qu'elle n'a pu réaliser depuis plusieurs décennies du fait d'une rémunération insuffisante de ses capitaux. L'exemple de l'azote, que vous voyez ici, est très significatif, l'écart entre la capacité de production et la demande se réduit à quelques % (5 Mt en 2007 soit 3.8%), les prix en particulier ceux de l'urée qui est une commodité au niveau mondial vont sur réagir à la moindre information. Ce graphique rappelle aussi que les utilisations des produits azotés sont diverses puisque l'agriculture représente seulement 60% de ces utilisations.

Dans les prochaines années, compte tenu de ces prix élevés des engrais, les investissements redevenus possibles vont permettre d'augmenter fortement la production et de diminuer l'impact des événements conjoncturels sur les prix en stabilisant les marchés. Ceci est vrai sur les trois éléments, N, P et K, voire sur certains éléments secondaires comme le soufre.

Mais cette embellie de 2007-2008 pour notre industrie est-elle durable ?

Les prix atteints par les matières premières vont-ils se maintenir ?

Les investissements lourds pour produire des phosphates ou de la potasse vont-ils être décidés ?

Rappelons que certains d'entre eux sont situés dans des zones à risque politique important et que divers événements naturels récents comme le séisme en Chine pénalisent la production de certains engrais, avec l'arrêt de certaines mines représentant 1 million de tonnes de phosphates par an, soit 2 % de la production mondiale.

Ces tensions vont durer, tout d'abord du fait des retards d'investissements, ensuite du fait des réserves mondiales limitées, avec une centaine d'années de réserves gazières, plus de 300 ans de réserves prouvées en phosphates et en potasse, même si les réserves connues de ces deux éléments se chiffrent en milliers d'années, chiffre théorique puisque ne tenant pas compte des possibilités d'exploitation. Nous sommes plus que jamais dans l'ère de la fertilisation raisonnée, où la fertilisation va devoir utiliser au mieux les ressources naturelles pour obtenir des rendements plus importants.

La production des engrais devra donc être encore plus économe en matières premières et en particulier en gaz naturel puisque l'azote est le premier élément consommé.

Des progrès considérables ont déjà été accomplis pour l'efficacité énergétique des fabrications d'azote. Depuis le début du 20^{ème} siècle, les usines européennes ont divisé par 4 la quantité d'énergie nécessaire pour produire une tonne d'azote, passant d'une valeur supérieure à 200 à moins de 50. Ceci a été rendu possible par la mise au point de nouveaux procédés.

Le procédé industriel actuellement utilisé, le reformage à la vapeur du gaz naturel, permet de produire de l'ammoniac avec une consommation d'énergie de 34.5 GJ, proche de la valeur théorique de 33GJ par tonne d'azote. Nos unités sont d'ailleurs les plus performantes d'Europe, d'autres unités en Europe de l'Est, Russie et Ukraine en particulier, sont encore à des niveaux d'efficacité médiocres, puisque consommant 30% de plus que nos propres unités.

L'efficacité énergétique s'est améliorée simultanément à la baisse des émissions de gaz polluants et de gaz à effet de serre, et il s'agit là d'un dossier important sur lequel nous demandons un soutien du pouvoir politique. Les émissions de protoxyde d'azote ou N₂O, gaz dont le pouvoir réchauffant est 310 fois supérieur au CO₂, ont baissé de 43 % entre 1990, année de référence du protocole de Kyoto et 2006.

La directive de 2003 sur les échanges de crédit d'émission organise le marché des échanges de crédit carbone. D'un côté elle attribue des crédits aux entreprises pour leurs installations de combustion, d'un autre elle met en place un marché de quotas de CO₂.

Cette directive prévoit la possibilité pour les états membres qui le demandent, d'inclure dans ce marché d'autres gaz que le CO₂, et en particulier le protoxyde d'azote ou N₂O, émis par l'industrie chimique dans certaines fabrications dont l'acide nitrique, matière première indispensable aux engrais, dont la production en France est de l'ordre de 2.7 millions de tonnes. De nombreux pays européens ne s'y sont pas trompés, qui ont déjà largement aidé leurs industries depuis 2003 à investir dans des procédés d'élimination du N₂O lors de la fabrication de l'acide nitrique.

Nous avons donc, dès 2005, tout naturellement demandé au ministère de l'Ecologie d'ouvrir le dossier, non pas pour demander une aide, mais pour mettre en place l'inclusion du N₂O dans le système d'échanges de quotas.

Nous avons proposé au ministère de l'écologie une baisse supplémentaire de 40%, ce qui réduirait à 7 500 tonnes en 2012 les émissions de N₂O de l'industrie, contre 21 000 tonnes en 1990.

Ce système est un système gagnant gagnant : il permettrait à la France de dépasser ses objectifs de Kyoto, qui obligent les pays signataires à une baisse de 20%, et il encourage l'industrie à améliorer ses procédés pour rester parmi les plus performantes en améliorant son bilan environnemental. A ce jour, nous n'avons pas trouvé en France l'appui politique nécessaire pour faire accepter cette action volontaire par la Commission, bien que ces mesures soient déjà inscrites et acceptées dans notre Plan National d'Allocation des Quotas 2008-2012.

Nos industries émettent également du CO₂ par les installations de combustion, et pour la fabrication d'ammoniac. Si on fait le bilan de toutes ces émissions, elles ont baissé de 37% depuis 2006, et les efforts envisagés permettront de baisser encore de 35% supplémentaires.

En conclusion de ce chapitre, nous pouvons affirmer que nos entreprises investissent dans des installations de production, de plus en plus économes en énergie et émettant des quantités toujours plus faibles de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. Nous poursuivons nos efforts pour convaincre les politiques des avantages de notre proposition d'entrer dans le système d'échange de quotas et à la suite d'une décision que nous espérons rapide et positive, commencer dès maintenant les investissements correspondants.

Depuis quelques mois, dans un souci de préservation de l'environnement et d'efficacité économique, nous avons ouvert le dossier de la logistique. Ce dossier est complexe et nous souhaitons couvrir l'ensemble de la chaîne depuis l'approvisionnement en matières premières de nos usines, jusqu'à l'épandage au champ.

Nous disposons de premiers chiffres en provenance du ministère des transports pour l'année 2006 ; ces chiffres sont encore partiels, mais, en les rapprochant de nos données UNIFA de statistiques de livraison par région, ils reflètent assez bien les flux et les modes de transport utilisés actuellement.

Pour les importations, ce graphique concerne seulement les matières premières et engrais en provenance de l'UE, pour l'essentiel les Pays Bas, la Belgique et l'Allemagne. Ces données ne tiennent pas compte des importations maritimes, qui sont plus difficiles à évaluer. Avec 41% pour le transport fluvial, 38 % pour le fret ferroviaire et seulement 21% pour la route, les modes de transport se complètent. Cela correspond bien à la densité des infrastructures et à une bonne utilisation de toutes ces infrastructures. Le canal Seine Nord qui doit relier les réseaux de canaux de Belgique et des Pays Bas à la Seine en 2015, permettra encore de renforcer la part des modes de transport les moins émetteurs de gaz à effet de serre.

Sur ce deuxième diagramme, nous présentons les transports intérieurs de région à région, ces chiffres ne comprennent donc pas le transport final aux agriculteurs ; la répartition des tonnages transportés est aujourd'hui très déséquilibrée, avec une prépondérance de la route. En effet, plus de 80% des transports sont effectués par camions, et seulement 16% par le train, le fluvial est limité à 1% du trafic, du fait de la faible présence de canaux sur l'ensemble du territoire, et de la quasi absence d'infrastructures de chargement et de déchargement. En revanche, la part très faible du fret ferroviaire s'explique surtout par la moindre efficacité de ce mode de transport sur le territoire national.

Pourtant, dans le domaine ferroviaire, les infrastructures existent en terme de réseaux, d'embranchements (plus de 250 embranchements disponibles) et ces infrastructures sont bien réparties sur tout le territoire.

Les deux cartes suivantes montrent les principaux flux routiers et ferrés pour les transports interrégionaux. Le transport routier s'organise, pour les principaux flux, à partir des zones proches de la façade maritime, pour des distances courtes et moyennes, voire de longues distances.

En ce qui concerne les flux ferrés, dont je rappelle qu'ils sont 5 fois moins importants, ils se concentrent au départ des usines, en particulier en Normandie et en Ile de France, mais aussi à partir des points d'importation, comme l'Alsace. Sur cette deuxième carte, il reste encore beaucoup de place pour des transports ferroviaires plus importants, et couvrant une large part du territoire.

A partir de cette première photographie de nos modes de transport, nous réfléchissons à des actions permettant de réduire les coûts économiques et environnementaux de nos transports. Nous engageons avec nos partenaires une démarche de progrès pour favoriser le développement de modes de transport à faible consommation énergétique et à faible émission de gaz à effet de serre.

Les premières actions menées par nos adhérents ont été d'augmenter la part de fret ferroviaire, et nous avons eu une réaction de fret SNCF qui a commencé à redresser la situation et à reprendre du trafic à la route. La part du transport fluvial a également progressé sur la moitié nord de la France depuis 2 ans, et cette tendance se poursuivra avec les nouvelles infrastructures en cours d'investissement.

Après les efforts en matière de production et de transport, passons maintenant aux gains au niveau de l'utilisation des produits. Les engrais devront plus que jamais être utilisés de façon raisonnée, non seulement pour protéger l'environnement, pour économiser des ressources maintenant rares mais aussi pour limiter les impacts de la hausse de leurs prix sur la production agricole.

La forte hausse des prix de ces derniers mois va accélérer la prise de conscience de la rareté de ces ressources, et encourager les solutions alternatives.

Les prix élevés vont d'abord inciter les agriculteurs à utiliser de plus en plus de moyens de raisonnement de la fertilisation, à fractionner pour augmenter l'efficacité des apports, à analyser les reliquats, etc...

Ces efforts depuis 30 ans environ, ont déjà porté leurs fruits, puisqu'en 2007, avec la même quantité d'azote, la production de céréales et de colza est 40% supérieure à ce qu'elle était en 1990. Des gains d'efficacité peuvent encore être réalisés, et nous avons proposé lors du Grenelle de l'environnement de gagner à nouveau 10 % d'efficacité au cours des 5 prochaines années. Ceci est possible avec la généralisation de l'usage des outils de pilotage des engrais azotés. De plus, nous recommandons aussi une augmentation du nombre des analyses de sols afin de mieux connaître les caractéristiques des sols et d'ajuster au mieux les apports d'éléments nutritifs et d'amendements minéraux et organiques.

Une étude récente du ministère de l'agriculture vient confirmer le potentiel de gain. La quantité d'azote nécessaire à la production de blé tendre peut varier de 3 unités d'azote par quintal produit à moins de 2 unités par quintal. Cette variation est fonction du rendement à l'hectare, pour des rendements de 50 quintaux, la quantité d'azote utilisée est proche de 3 unités d'azote. La quantité d'azote utilisée pour produire un quintal diminue progressivement en fonction des rendements : pour des rendements supérieurs à 90 quintaux, la quantité d'azote utilisée est inférieure à 2 unités par quintal. Ces chiffres donnent la preuve de l'efficacité de ce que nous appelons l'éco intensification. Les rendements élevés sont aussi synonymes dans ce cas d'une meilleure préservation de l'environnement.

Pour affiner ces données que je qualifierais de macro agronomiques, nous avons lancé des essais pour mieux comprendre le cycle de l'azote dans les systèmes de culture céréalières.

Une partie des pertes de ce cycle de l'azote se font par volatilisation, l'autre partie se fait par lessivage. Les pertes par volatilisation sont complexes et difficiles à analyser, il s'agit de pertes d'ammoniac, de NOx de N₂O et d'azote.

Les émissions gazeuses sont importantes, les estimations du CITEPA et du CORPEN donnent 600 000 tonnes d'azote perdues dans l'atmosphère sous forme d'ammoniac, l'agriculture en représentant 97%, les émissions provenant des engrais minéraux seulement 10%. La plus grande part de ces émissions provient en effet des déjections animales, avec 78%.

Nous avons des données assez récentes concernant la volatilisation des engrais azotés grâce à l'étude du DEFRA, Ministère de l'agriculture et de l'environnement anglais, et nous avons pu comparer les formes d'azote, les conditions d'apport, la réaction à la météorologie lors de ces apports.

Pour les formes d'azote, la volatilisation peut varier de 3 à 20%. Les plus faibles volatilisations sont mesurées pour des apports d'ammonitrates, les plus fortes pour des apports d'urée, les solutions azotées mélangeant ces deux formes se situent entre les deux.

Yara avait de son côté constaté après 4 années d'essais sur deux sites en France que des écarts de rendements s'accroissaient pour atteindre un écart moyen de 3.9 q/ha sur blé, 2.6 sur orge et 4.4 sur colza en faveur de l'ammonitrate.

La profession a lancé en 2007, à la suite de la société Yara, ses essais de longue durée pour comparer de l'efficacité des formes d'azote sur 8 sites répartis sur le territoire français. En effet, les résultats sur les deux premiers sites après 5 années

de différenciation sont significatifs. Les 8 sites sont maintenant en place pour la 2^{ème} campagne, et nous allons poursuivre ces essais sur 5 ans, avec l'aide d'Arvalis, du Cetiom et de l'INRA.

Sur ce thème, des recommandations validées par la profession, sur le choix de la forme d'azote, le positionnement et les conditions d'apport ont été publiées par le CORPEN en 2006.

En conclusion, les résultats de ces essais et ces recommandations présentent de nombreux avantages :

- Amélioration de notre bilan énergétique,
- Baisse des émissions gazeuses,
- Gains de rendements...

Recyclage des éléments nutritifs

Les agriculteurs ont toujours utilisé les éléments nutritifs présents sur l'exploitation, avec les effluents animaux, mais en cas d'excédent de ces éléments par rapport aux surfaces disponibles pour l'épandage, ces effluents posent un réel problème de traitement et de transport.

La valeur agronomique de ces effluents est telle que l'industrie a voulu les utiliser et surtout standardiser leurs compositions et leurs caractéristiques, afin d'offrir aux agriculteurs toutes les garanties agronomiques et sanitaires, au même titre que les engrais minéraux.

Ainsi depuis de très nombreuses années, les entreprises transforment des effluents animaux et utilisent des coproduits pour valoriser les éléments nutritifs qu'ils contiennent. De nombreuses sources sont disponibles, par exemple les coproduits issus d'autres industries, avec en particulier un gros potentiel de l'industrie agro-alimentaire. A aujourd'hui, dans le périmètre de notre syndicat, environ 10% des engrais et amendements proviennent de ces coproduits.

Nous avons dressé un inventaire de ces coproduits issus de l'industrie et des déchets urbains et essayé de chiffrer les tonnages d'éléments fertilisants qu'ils représentent. Vous voyez ici le résultat de cette étude.

Les estimations moyennes font état de 200 000 tonnes d'éléments nutritifs, répartis à raison de 76 000 tonnes d'azote, 67 000 tonnes de phosphates, et 60 000 tonnes de potasse. L'utilisation de 250 000 tonnes de farines animales pourrait ajouter environ 30 000 tonnes d'éléments nutritifs supplémentaires, avec une très forte proportion d'azote.

Dans cette approche, nous avons voulu calculer la proportion que représentent ces apports. Nous arrivons à un total d'environ 10% des éléments minéraux pour le phosphate qui est l'élément le mieux recyclé. Mais ce pourcentage descend à 5% si on prend en compte les effluents animaux recyclés directement sur l'exploitation.

Dans cette démarche de valorisation de coproduits, notre industrie a voulu appliquer les mêmes règles de mise en marché que pour les engrais minéraux, avec la mesure de l'intérêt agronomique et de l'innocuité des produits pour les hommes, les animaux et l'environnement.

Cette étape d'homologation est indispensable pour mettre sur le marché un produit dont les qualités sont validées par les pouvoirs publics, et qui donne toutes les garanties pour l'utilisateur final. Ce schéma vous précise les deux types de logique, une logique produits d'un côté avec une étape de transformation et de standardisation validée par des analyses et faisant l'objet d'une garantie. La logique de déchets reste sous contrôle réglementaire, les déchets de cette filière font l'objet d'un suivi complet et d'un plan d'épandage sous contrôle des services du ministère de l'agriculture.

Pour nos adhérents fabriquant des engrais organominéraux, nous avons poussé encore plus loin cette logique de garantie de qualité et d'innocuité des produits. La charte UNIFA des engrais organominéraux, à l'issue d'un audit externe, assure que les fabricants ont bien respecté tous les points du référentiel :

- Sélection des fournisseurs et traçabilité des matières premières utilisées
- Choix des matières premières sur une liste positive restreinte.
- Production contrôlée au travers d'analyses renforcées

Six adhérents ont été audités avec succès par l'organisme de contrôle indépendant Qualité France en 2007 et peuvent aujourd'hui apposer ce logotype sur leurs produits et brochures. Sur le terrain, la distribution ainsi que les utilisateurs ont très bien accueilli cette démarche de qualité, unique pour les engrais organominéraux. Dans nos statistiques, les produits « chartés » passent de 30% du total à presque 50% des livraisons de cette campagne.

Le recyclage des éléments nutritifs pour la fertilisation est bien une réalité que nous souhaitons intégrer et pour laquelle nos entreprises souhaitent conserver une longueur d'avance, en termes de qualité et de traçabilité.

Ces apports resteront faibles en comparaison des besoins de l'agriculture mais peuvent parfaitement compléter les apports en engrais minéraux.

Valorisation des emballages d'engrais et amendements en fin de vie

Le programme de gestion responsable des produits, impulsé par les entreprises d'envergure européenne depuis 2002, nous met dans l'obligation de gérer nos produits tout au long de la chaîne de production et de distribution mais aussi jusqu'à l'épandage des engrais et la récupération des emballages en fin de vie. Depuis juillet 2007, nous avons créé cette filière volontaire.

L'organisation est dans son principe assez simple mais sa mise en œuvre se révèle délicate.

Trois stades pour cette filière :

1 - Les metteurs en marché versent une contribution au système via SOVEEA, pour financer toutes les actions et apposent le logo de cette action sur leurs emballages. A ce jour, nous avons enregistré l'adhésion de 66 écocontributeurs au système, qui représentent plus 3 000 000 de tonnes d'engrais solides, et 10 000 000 de litres d'engrais liquides mis en marché. Ceci représente respectivement 75% et 85% du potentiel. Nous pourrions récupérer à terme environ 9000 tonnes de

plastiques provenant de ces collectes et financer cette collecte avec cette seule contribution volontaire.

2 - Les distributeurs décident et organisent avec l'aide de la société ADIVALOR, les campagnes de collecte pendant lesquelles les agriculteurs viennent rapporter leurs emballages vides.

Là aussi, les distributeurs ont rapidement répondu favorablement à ce projet, puisque 220 conventions ont déjà été signées pour organiser les collectes. De plus, de nombreux distributeurs ont investi dans des matériels de pressage des plastiques récupérés afin de diminuer les volumes à traiter et à transporter. Ces collectes sont actuellement en cours, et notre objectif de 25% d'emballages récupérés pour cette première année de collecte sera atteint.

Nous avons également la satisfaction d'une couverture intégrale du territoire, avec la majorité des départements assurant des collectes dès cette campagne. Toutefois, certains distributeurs avaient déjà assuré cette collecte depuis quelques années, et l'intégration dans la filière n'est pas immédiate, ils ne comprennent pas toujours l'intérêt d'une démarche collective.

Nous pensons au contraire que la mutualisation des efforts de tous permet de gagner en efficacité, et surtout en visibilité pour les agriculteurs et les pouvoirs publics. L'accueil reçu au SPACE à Rennes par les ministres de l'Agriculture et de l'Ecologie nous conforte dans ce point de vue.

Pour augmenter l'envergure de ces collectes et impliquer les agriculteurs, nous avons validé une campagne de communication rappelant l'organisation des collectes par les distributeurs et donnant également les conseils pratiques aux agriculteurs pour préparer leurs emballages vides et améliorer ensuite le regroupage et le traitement de ces plastiques. Ces dépliants pour la récupération des bigbags et des sacs vides d'engrais et d'amendements ont été très largement diffusés.

3 - La dernière étape de cette filière est également un véritable challenge : en effet, il n'existe pas en France d'activité de recyclage pour le propylène que nous récupérons. Ceci est somme toute logique, puisque aucune activité ne peut se développer sans que la ressource qui lui est nécessaire ne soit disponible en quantité et en qualité. Nous avons donc trouvé une entreprise en Italie mais souhaitons trouver rapidement une ou plusieurs entreprises de ce secteur sur le territoire français pour minimiser les distances de transport, et ainsi pouvoir présenter un meilleur bilan carbone.

Malgré cette difficulté, nous tenons notre objectif de 100 % de recyclage, aucun plastique récupéré dans cette filière ne sera incinéré ni expédié dans des pays à bas coût de main d'œuvre. Ceci nous permettra d'assurer le succès de cette opération, sur le long terme.

En conclusion, et pour reboucler avec à mon introduction, notre industrie est de nouveau confrontée au défi de la production alimentaire.

L'équation est simple : comment peut-on augmenter dans les 20 ans qui viennent la production alimentaire de 50 %, sans dévier des efforts environnementaux que je viens de vous décrire, économiser les ressources non renouvelables, diminuer les pollutions de l'eau et de l'air...

Nous sommes évidemment prêts à relever le défi, avec les agriculteurs, de cette éco intensification. En effet, et de nombreux organismes de développement l'ont souligné, ainsi que la FAO, il est possible d'intensifier encore un peu la production agricole par une extension des surfaces cultivées, sans déforestation, mais surtout par une meilleure utilisation des engrais.

Ces nouvelles pratiques seront différentes selon les régions du monde. Dans certaines régions, il faudra favoriser une plus importante utilisation d'engrais, dans d'autres dont l'Europe, il faudra utiliser des quantités identiques tout en augmentant la production agricole.

J'en profite pour rappeler qu'une production et une distribution d'engrais fortes en France et dans l'UE sécurise l'approvisionnement de l'agriculture, amortit les hausses brutales de prix sur le marché mondial.

Les conditions économiques sont aujourd'hui réunies pour assister à ce nouveau développement de l'agriculture :

- les prix des céréales et des matières premières agricoles sont élevés et favorisent le pouvoir d'achat des agriculteurs,
- les prix des engrais eux-mêmes élevés favorisent une utilisation au plus juste, et pourront peut-être permettre des décisions d'investissements en production.

Pour conclure, je citerai Luc Maene, le Directeur de l'IFA, notre association internationale des engrais, « Pendant 30 ans, notre industrie a été un problème, maintenant nous sommes une bonne partie de la solution ! »